

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

DOCTISSIMO

Société anonyme au capital de 1 210 363,25 €.

Siège social : 33, rue Raffet, 75016 Paris.

399 444 629 R.C.S. Paris.

Société cotée sur le marché d'Eurolist, d'Euronext, compartiment C.

*Comptes annuels arrêtés par le Conseil d'administration le 14 avril 2008.
(seront soumis à l'approbation de l'assemblée annuelle de juin 2008).*

A. — Comptes sociaux au 31 décembre 2007.

I. — Bilan.

Actif	31/12/2007			31/12/2006
	Brut	Amortis- sements et provisions	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et licences	165 881	146 201	19 679	37 082
Fonds commercial (1)	748 162		748 162	748 162
Autres				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	1 022 549	566 340	456 210	411 167
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2) :				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	4 884 788		4 884 788	2 966 438
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	45 000		45 000	
Autres	1 979 634		1 979 634	1 506 308
Actif immobilisé (I)	8 846 013	712 541	8 133 472	5 669 156
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements				

En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances d'exploitation (3) :				
Clients et comptes rattachés	2 307 367	62 451	2 244 916	2 706 262
Autres créances	240 826		240 826	549 455
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	60 648		60 648	93 805
Disponibilités	62 620		62 620	88 067
Charges constatées d'avance (3)	171 737		171 737	180 167
Actif circulant (II)	2 843 197	62 451	2 780 746	3 617 756
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
Total général (0 à V)	11 689 210	774 992	10 914 218	9 286 912

(1) Dont droit au bail.

(2) Dont à moins d'un an (brut).

(3) Dont à plus d'un an (brut).

Passif	31/12/2007	31/12/2006
	Net	Net
Capitaux propres :		
Capital (dont versé : 1 171 126)	1 171 126	1 109 313
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 258 449	8 806 501
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	99 959	99 959
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	381 123	381 123
Report à nouveau	-2 958 553	-2 825 718
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	871 823	-132 834
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres (I)	8 823 926	7 438 343
Autres fonds propres :		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	135 000	
Provisions pour charges		3 750
Provisions pour risques et charges (III)	135 000	3 750
Dettes financières :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	95 851	25 494

Emprunts et dettes financières divers	568 560	104 961
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation :		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	688 601	815 695
Dettes fiscales et sociales	504 813	834 280
Dettes diverses :		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	44 532	9 250
Autres dettes	52 935	55 140
Produits constatés d'avance		
Dettes (IV)	1 955 291	1 844 819
Écarts de conversion passif (V)		
Total général (I à V)	10 914 218	9 286 912
(1) Dont à plus d'un an	62 095	62 095
Dont à moins d'un an	1 893 196	1 782 724
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	95 851	25 494
(3) Dont emprunts participatifs		

II. — Compte de résultat.

	31/12/2007			31/12/2006
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1) :				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	4 061 010	365 312	4 426 322	4 278 412
Chiffres d'affaires nets	4 061 010	365 312	4 426 322	4 278 412
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			5 595	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			19 969	30 344
Autres produits			284	2
Total des produits d'exploitation (I)			4 452 170	4 308 759
Charges d'exploitation (2) :				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes (5)			2 227 692	1 758 686
Impôts, taxes et versements assimilés			85 124	107 936
Salaires et traitements			1 045 249	1 437 022
Charges sociales			427 046	586 658
Dotations aux amortissements sur immobilisations			285 485	170 158
Dotations aux provisions sur immobilisations				327 696
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges			135 000	
Autres charges			5 057	2 786
Total des charges d'exploitation (II)			4 210 653	4 390 941

Résultat d'exploitation (I – II)			241 517	-82 182
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun :				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers :				
De participations (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières placement			8 201	16 279
Total des produits financiers (V)			8 201	16 279
Charges financières :				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			4 469	2 660
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			4 469	2 660
Résultat financier (V – VI)			3 733	13 620
Résultat courant avant impôts (I – II + III – IV + V – VI)			245 249	-68 563
Produits exceptionnels :				
Sur opérations de gestion			1	
Sur opérations en capital			636 047	1 000
Reprises sur provisions et transferts de charges			331 446	3 750
Total des produits exceptionnels (VII)			967 495	4 750
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			2 799	38 708
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			334 372	29 231
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)			337 171	67 939
Résultat exceptionnel (VII – VIII)			630 324	-63 189
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)			3 750	1 083
Total des produits (I + III + V + VII)			5 427 866	4 329 788
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)			4 556 043	4 462 623
Bénéfice ou perte (total des produits – total des charges)			871 823	-132 834
(1) Dont produits sur exercices antérieurs				
(2) Dont charges sur exercices antérieurs				
(3) Dont produits entreprises liées				
(4) Dont intérêts entreprises liées			1 793	
(5) Dont Crédit-bail mobilier				
(6) Dont Crédit-bail immobilier				

III. — Annexe aux comptes sociaux.

Préambule

L'exercice social clos le 31/12/2007 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 10 914 217,55 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 871 822,98 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
Ces comptes annuels ont été établis par le Conseil d'administration.

Principes comptables généraux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Faits marquants.

Dénomination sociale. — Depuis le 1er juillet 2007, la société MEDCOST est devenue DOCTISSIMO.

Immobilisations incorporelles. — Les logiciels développés par Doctissimo en 2004 et 2005 pour un montant total de 327 696 € et dépréciés à 100% au 31 décembre 2006, ont été sortis de l'actif en raison de l'arrêt de l'activité liée au projet Dossier Médical Personnel.

Participations. — La société Doctissimo a acquis le 7 novembre 2007 100% des titres de la société No One Development, propriétaire du logiciel de forums Mes Discussions, pour un montant de 1 800 00 € augmenté des frais d'acquisition comprenant des droits d'enregistrement pour 88 850 € et des honoraires pour 29 500 €.

La dénomination sociale de cette dernière a été changée : la société No One Development est devenue Doctissimo Software.

Capital social. — Le capital social a été augmenté d'un montant de 61 813 € suite aux options exercées dans le cadre des plans de souscription d'actions. La prime d'émission s'est élevée à 451 947 €.

Cession d'actif. — Conformément à sa stratégie de recentrage sur l'édition grand public, Doctissimo a cédé le 20 avril 2007 sa branche d'activité PMSI pour un montant de 50 K€.

Evénements postérieurs à la clôture.

En vertu d'un contrat d'acquisition en date du 21 février 2008, le Groupe LAGARDERE a acquis par sa filiale Lagardère Active Digital 53,38% du capital et 53,02% des droits de vote du Groupe Doctissimo auprès de ses fondateurs.

Règles et méthodes comptables.

Méthodes comptables. — Dans le cadre de l'application des règlements CRC 02-10 (modifié par le règlement CRC 03-07) et CRC 04-06 sur les actifs première application, lors de l'exercice clos le 31/12/2005, des nouvelles règles concernant les actifs, les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif ;
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Immobilisations incorporelles. — Les logiciels acquis et créés sont amortis en linéaire sur un an et trois ans.

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Installations générales, agencements divers	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans
Mobilier	5 ans

Autres immobilisations financières. — Les autres immobilisations financières comprennent 410 894 actions propres détenues dans le cadre des contrats de rachat et de liquidité.

Les opérations relatives aux titres d'autocontrôle ont été les suivantes :

- Contrat de liquidité :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2006	4 971	
Achats de titres	122 466	
Ventes de titres	124 848	
Titres détenus au 31 décembre 2007	2 589	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2007		70 214
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2007 (a)		70 953
Gains sur cessions		38 803

(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2007 soit 27,4056 €.

— Contrat de rachat :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2006	364 593	
Achats de titres	66 228	
Ventes de titres	22 516	
Titres détenus au 31 décembre 2007	408 305	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2007		1 853 291
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2007 (a)		11 189 844
Gains sur cessions		534 084
(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2007 soit 27,4056 €.		

Créances. — Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Charges constatées d'avance. — Ce poste d'un montant de 171 737 € concerne principalement des loyers et charges locatives.

Ventilation par activité du chiffre d'affaires :

	2007	2006
Web Agency	3 782 599	2 721 815
Conseil Conduite Projet	77 404	794 274
Formation et prestations diverses	45 200	45 200
Refacturation loyer et frais généraux	373 200	373 200
Refacturation de frais	147 919	343 923
Total	4 426 322	4 278 412

Résultat exceptionnel. — Les produits exceptionnels s'élèvent à 967 495 € et les charges exceptionnelles à 337 171 €. Le résultat exceptionnel est ainsi positif de 630 324 €.

Les charges exceptionnelles se décomposent ainsi :

- charges exceptionnelles sur opérations de gestion : 122 € ;
- valeur nette comptable des éléments d'actif cédés : 6 676 € ;
- sortie de l'actif des projets liés au Dossier Médical Personnalisé : 327 696 € ;
- pénalités et amendes : 2 676 €.

Les produits exceptionnels concernent les éléments suivants :

- reprise de provision pour perte d'IFA pour un montant de 3 750 € ;
- boni sur rachat d'actions propres : 572 887 € ;
- cession fonds de commerce PMSI : 50 000 € ;
- prix de cession d'immobilisations : 13 160 € ;
- reprise provision pour dépréciation des projets liés au Dossier Médical Personnalisé : 327 696 €.

Frais de recherche et développement. — La société DOCTISSIMO a participé à la réalisation d'un prototype de site web pour la prévention et la prise en charge des pathologies liées au vieillissement, en étant responsable de la conception d'un carnet électronique de santé. Ce projet a été terminé en 2004.

L'aide accordée par l'État pour le financement de ces dépenses a été répartie comme suit :

- subvention par l'État : 148 K€ (soit 35% des dépenses plafonnées à 423 K€) ;
- avance remboursable accordée par l'État : 93 K€ (soit 50% des dépenses restantes soit 186 K€).

Les modalités de remboursement de cette avance sont les suivantes :

- 1/3 effectué en 2007 ;
- 2/3 le 9 novembre 2010.

Engagements hors bilan. — Locations simples immobilières :

Engagements (en euros) (1)	<1 an	>1 an, <5 ans	>5 ans	Total
Contrat 1	38 290	22 336		60 626
Contrat 2	47 378	142 135	228 995	418 508
Contrat 3	88 044	264 131	264 131	616 305
Contrat 4	10 262	49 599		90 646
Total	214 759	478 200	493 126	1 186 084

(1) Les loyers annuels sont indexés sur l'indice du coût à la construction. Les loyers présentés sont ceux réellement facturés pour l'année 2007.

Indemnités de départ à la retraite. — L'engagement vis-à-vis du personnel, relatif aux indemnités de fin de carrière s'élève à 30 K€ au 31/12/2007. Le régime à prestations définies concerné est le régime prévu par la convention collective du Syntec.

Les hypothèses actuarielles qui ont permis la détermination de l'engagement sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 4,50% ;
- taux d'augmentation des salaires :
 - Cadres : 1% ;
 - Non cadres : 3% ;
- taux de rotation du personnel :
 - Cadres : 20%
 - Non cadres : 20%.

Les taux d'augmentation des salaires et de rotation de personnel ont été déterminés à partir d'une étude statistique menée sur une période de trois ans. Le taux d'actualisation non risqué retenu est le TMOP du 2ème semestre 2007.

- départ à l'initiative de l'employeur ;
- la méthode utilisée est la méthode des unités de crédits projetées.

Inventaires des valeurs mobilières. — Les valeurs mobilières au 31/12/2007 sont composées de SICAV pour un total de 60 648 €. Leur valeur liquidative à la clôture de l'exercice s'élève à 60 766 €, soit une plus-value latente de 118 €.

Plans d'option de souscription d'action (stock options). — Des options donnant droit à souscription d'actions nouvelles ont été attribuées à certains cadres dirigeants et salariés. Le nombre d'options attribuées et non encore exercées au 31 décembre 2007 s'élève à 263 950, soit une dilution maximale de 5,33% du capital.

	Plan n°1		Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4
Date de l'assemblée générale	05/04/2000		28/06/2001	12/04/2002	29/06/2004
Quantité autorisée	160 000		100 000	200 000	300 000
Nombre d'actions pouvant être souscrites	160 000		100 000	200 000	300 000
Date d'émission	09/06/2000	05/02/2001	3/09/2002	03/09/2002	30/09/2004
Options attribuées	60 000	(1) 86 550	100 000	200 000	(2) 167 000
Options levées	26 400	6 850	50 000	115 000	50 000
Options annulées	33 600	57 750	0	0	10 000
Options attribuées restant à exercer	0	21 950	50 000	85 000	107 000
Date d'échéance des options	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution
Prix de souscription des options	7,90	6,00	0,69	0,69	3,22

(1) Le Conseil d'administration du 5 février 2001 a consenti 100 000 options donnant droit à la souscription de 100 000 actions nouvelles. 86 550 options ont été attribuées ; les 13 450 options non attribuées sont venues à expiration le 4 avril 2005.

(2) Le Conseil d'administration du 30 septembre 2004 a attribué 167 000 options donnant droit à la souscription de 167 000 actions nouvelles. Les 133 000 options non consenties sont venues à expiration le 28 août 2007.

Immobilisations brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 245 512	3 596	335 066	914 042
Immobilisations corporelles	859 029	316 207	152 687	1 022 549
Immobilisations financières	4 472 745	2 467 504	30 828	6 909 421
Total	6 577 287	2 787 307	518 581	8 846 013

Amortissements et dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	460 269	20 998	335 066	146 201
Immobilisations corporelles	447 862	264 488	146 010	566 340
Total	908 131	285 486	481 076	712 541
Amortissements		285 486	153 380	
Provisions			327 696	

Provisions inscrites au bilan	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour risques et charges	3 750	(1) 135 000	(2) 3 750	135 000

Provisions pour dépréciation	62 451			62 451
Total	66 201	135 000	3 750	197 451
Exploitation		135 000		
Exceptionnel			3 750	

(1) Provision pour risques prud'homaux.

(2) La reprise de provision pour risques et charges exceptionnels concerne un montant utilisé au cours de l'exercice.

État des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	2 024 634	45 000	1 979 634
Actif circulant et charges d'avance	2 719 929	2 719 929	
Total	4 744 563	2 764 929	1 979 634

État des dettes	Montant total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Établissements de crédit	95 851	95 851		
Dettes financières diverses	568 560	506 465	(1) 62 095	
Fournisseurs	688 601	688 601		
Dettes fiscales et sociales	504 813	504 813		
Dettes sur immobilisations	44 532	44 532		
Autres dettes	52 935	52 935		
Produits constatés d'avance				
Total	1 955 291	1 893 196	62 095	

(1) La dette à long terme de 62 K€ concerne des avances remboursables accordées par l'État. Elle correspond à une partie du financement des dépenses de recherches engagées en 2003 et 2004 (cf. note frais de recherche et développement).

Détail des produits à recevoir	Montant
Clients et comptes rattachés	335 071
Total	335 071

Détail des charges à payer	Montant
Emprunts et dettes financières divers	1 793
Fournisseurs	1
Dettes fiscales et sociales	108 473
Autres dettes	12 812
Total	319 319

Composition du capital social	Nombre	Valeur nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	4 437 253	0,25	1 109 313
Titres émis (1)	247 250	0,25	61 813
Titres en fin d'exercice	4 684 503	0,25	1 171 126

(1) Options exercées dans le cadre des plans de souscription d'actions (cf. note plan d'option de souscription d'action). La prime d'émission s'élève au total à 451 947 €.

Tableau de variation des capitaux propres (modèle AMF) :

(En euros)	Exercice 2004
A :	

1. Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2006 avant affectations	7 571 178
2. Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	-132 834
3. Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2007	7 438 344
B. Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice 2007	
1. Variation du capital	
2. Variation des autres postes	
C. (=A3 + B) Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	7 438 344
D. Variations en cours d'exercice	
1. Variations du capital	61 812
2. Variations des primes, réserves, report à nouveau	451 947
3. Variations des « provisions » relevant des capitaux propres	
4. Contreparties de réévaluations	
5. Variations des provisions réglementées et subventions d'équipement	
6. Autres variations	
E. Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2007 avant AGO (=C + ou - D)	7 952 103
F. Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice (=e - c)	0
G. Dont : variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
H. Variations des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (f-g)	

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan (décret 83-1020 du 29-11-1983 – Articles 10 et 24-15) :

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan (en euros)	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit, non appelé			
Immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations financières			
Participations	4 866 288	18 500	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Total immobilisations	4 866 288	18 500	
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances			
Créances clients et comptes rattachés	674 376		
Autres créances	9 507		
Capital souscrit appelé, non versé			
Total créances	683 883		
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts convertibles			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	506 465		

Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 661		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		9 250	
Autres dettes			
Total dettes	548 126	9 250	

Tableau des filiales et participations :

Filiales et participations	Capital social	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la société	Cautions et avals donnés par la société	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société dans l'exercice
I. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations (en milliers d'euros)										
Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
Doctissimo Edition	443	5 914	100	2 948	2 948			8 350	4 774	
Doctissimo Software	5	38	100	1 918	1 918			122	21	
Participations (10 à 50% du capital détenu)										
D3P	37	51	50	19	19			21	75	
II. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations										
Filiales non reprises en I :										
A) Françaises										
B) Etrangères										
Participations non reprises en I :										
A) Françaises										
B) Etrangères										

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts	Montant	Impôts
Allègements	119	40
Provisions non déductibles l'année de dotation	8 107	2 702
Total des déficits d'exploitation reportables	1 710 388	570 129
Total	1 718 614	572 871

La fiscalité latente est calculée à la clôture de l'exercice au taux de 33 1/3%.

Rémunération des dirigeants. — Les rémunérations allouées aux dirigeants se sont élevées à un montant total de 118 202 €.

Effectif moyen par catégories de salariés	Salariés
Cadres	18
Employés	1
Total	19

Tableau de financement tableau 1 :

	31/12/2007	31/12/2006
Calcul de la capacité d'autofinancement :		
Résultat net comptable	871 823	-132 834
Dotations aux amortissements et aux provisions	420 485	497 854
Reprise sur amortissements et sur provisions	-331 446	6 535

Valeur comptable des éléments d'actif cédés	334 372	
Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	-63 160	1 000
Subventions d'investissement virées au résultat		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	1 232 075	357 485
Calcul de la variation du fonds de roulement :		
Cessions ou réductions de l'actif immobilisé		
Prix de cessions des immobilisations incorporelles	50 000	
Prix de cessions des immobilisations corporelles	13 160	1 000
Prix de cessions des immobilisations financières		
Remboursement de prêt, dépôts et créances immobilisations		
Augmentation des capitaux propres		
Augmentation de capital et apports	61 812	250
Augmentation des autres capitaux propres	451 947	5 750
Augmentation des dettes financières : variation des comptes courants	463 599	
Total des ressources (I)	2 272 593	364 485
Diminution des capitaux propres		
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice		
Réduction de capital, autres distributions		
Réductions des autres capitaux propres		
Acquisitions d'éléments d'actifs immobilisés		
Immobilisations incorporelles	3 596	875
Immobilisations corporelles	316 207	270 543
Immobilisations financières	2 436 679	438 960
Octroi de prêt, dépôts et créances immobilisées		
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursement des dettes financières		
Total des emplois (II)	2 756 482	710 378
Variation du fonds de roulement net global		
Ressources nettes de fonds permanents (I-II)		
Emplois nets de fonds permanents (II-I)	483 889	345 893

Tableau de financement tableau 2 :

Utilisation de la variation du fonds de roulement	31/12/2007	31/12/2005
Variations d'exploitation		
Variations des actifs d'exploitation bruts :		
Stocks de matières et approvisionnements		
En-cours et produits finis		
Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours		
Avances et acomptes versés sur commandes		21 196
Créances clients et comptes rattachés	-461 346	-313 071
Provisions pour dépréciation des clients douteux		2 785
Autres créances d'exploitation	-317 066	-99 416
Variations des dettes d'exploitation		
Avances et acomptes reçues sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	127 094	76 510
Autres dettes d'exploitation	296 390	20 278
Totaux d'exploitation	-354 928	-291 718
Variation nette d'exploitation (A)	-354 928	-291 718

Variations hors exploitation :		
Variation des autres débiteurs		
Variation des autres créditeurs		
Totaux hors exploitation		
Variation nette hors exploitation (B)		
Variation du besoin en fonds de roulement	-354 928	-291 718
Variations de trésorerie :		
Variation des disponibilités	-58 605	636 922
Variation des concours bancaires	-70 357	688
Totaux de trésorerie	-128 961	637 610
Variation nette de trésorerie (C)	-128 961	637 610
Variation du fonds de roulement net global		
Emploi net		
Ressource nette	483 889	345 893

Tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices (art : L 225 et L 225-91 du Code de commerce) :

Durée de l'exercice	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I. Situation financière en fin d'exercice					
A) Capital social	1 171 126	1 109 313	1 109 063	1 109 063	1 109 063
B) Nombre d'actions émises	4 684 503	4 437 253	4 436 253	4 436 253	4 436 253
C) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II. Résultat global des opérations effectives					
A) Chiffre d'affaires hors taxes	4 426 322	4 278 412	3 010 959	3 330 200	3 286 436
B) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	964 612	359 567	-663 720	164 236	-700 697
C) Impôt sur les bénéfices	3 750	1 083	3 217	-6 401	3 811
D) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	960 862	358 484	-666 937	170 637	-704 509
E) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	871 823	-132 834	-106 627	2 531 359	-1 041 767
F) Montants des bénéfices distribués					
G) Participation des salariés					
III. Résultat des opérations réduit à une seule action					
A) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0,21	0,08	-0,15	0,04	-0,16
B) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	0,19	-0,03	-0,02	0,57	-0,23
C) Dividende versé à chaque action					
IV. Personnel :					
A) Nombre de salariés	19	26	33	32	41
B) Montant de la masse salariale	1 045 249	1 437 022	1 591 939	1 438 030	1 746 351
C) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	427 046	586 658	631 520	595 327	730 049

Soldes intermédiaires de gestion :

	31/12/2007	31/12/2006	Variation	%
Ventes de marchandises				
Coût direct d'achat				
Variation du stock de marchandises				

Marge commerciale (I)				
Taux de marge commerciale	%	%		
Production vendue	4 426 322	4 278 412	147 910	3,46
Production stockée				
Production immobilisée				
Production de l'exercice	4 426 322	4 278 412	147 910	3,46
Matières premières et approvisionnements consommés				
Sous-traitance directe	815 106	391 101	424 005	108,41
Marge brute sur production (II)	3 611 216	3 887 311	-276 095	-7,10
Taux de marge brute sur production	81,59%	90,86%		
Marge brute globale (I + II)	3 611 216	3 887 311	-276 095	-7,10
Taux de marge brute globale	81,59%	90,86%		
Services extérieurs et autres charges externes	1 412 586	1 367 585	45 001	3,29
Valeur ajoutée produite	2 198 629	2 519 726	-321 097	-12,74
Valeur ajoutée/chiffre d'affaires	49,67%	58,89%		
Subventions d'exploitation	5 595		5 595	
Impôts, taxes et versements assimilés	85 124	107 936	-22 812	-21,13
Salaires et traitements	1 045 249	1 437 022	-391 773	-27,26
Charges sociales	427 046	586 658	-159 612	-27,21
Excédent brut d'exploitation	646 806	388 110	258 696	66,66
Excédent brut d'exploitation/chiffre d'affaires	14,61%	9,07%		
Reprise sur amortissements et provisions		2 785	-2 785	-100,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	285 485	170 158	115 327	67,78
Dotations aux provisions sur immobilisations		327 696	-327 696	-100,00
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges	135 000		135 000	
Autres produits de gestion courante	284	2	282	n/s
Autres charges de gestion courante	5 057	2 786	2 271	81,51
Transfert de charges d'exploitation	19 969	27 559	-7 590	-27,54
Résultat d'exploitation (hors charges et produits financiers)	241 517	-82 182	323 699	-393,88
Résultat d'exploitation/chiffre d'affaires	5,46%	-1,92%		
Bénéfice attribué (quote part sur opérations en commun)				
Perte supportée (quote part sur opérations en commun)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions financières				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	8 201	16 279	-8 078	-49,62
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées	4 469	2 660	1 809	68,01
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements				
Résultat courant avant impôt	245 249	-68 563	313 812	-457,70
Résultat courant/chiffre d'affaires	5,54%	-1,60%		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1		1	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	636 047	1 000	635 047	n/s
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	331 446	3 750	327 696	n/s

Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 799	38 708	-35 909	-92,77
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	334 372	29 231	305 141	n/s
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Résultat exceptionnel	630 324	-63 189	693 513	-1 097,52
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices	3 750	1 083	2 667	246,26
Résultat net comptable	871 823	-132 834	1 004 657	-756,33
Résultat net/chiffre d'affaires	19,70%	-3,10%		

Tableau de variation de trésorerie (Recommandation 1.22 du 05/10/1988 de l'OECCA) :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Opérations d'exploitation :		
Résultat net	872	-133
Réintégration des charges et déduction des produits sans incidence sur le fonds de roulement ou non liés à l'exploitation		
Dotations aux amortissements et provisions (1)	420	494
Reprises sur amortissements et provisions (1)	-331	
Variations des stocks (net) (1)		
Quote-part de subvention virée au compte de résultat		
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	334	
Produits de cessions d'éléments d'actif	-636	1
Transferts de charges au compte de charges à répartir		
Augmentation des frais d'établissement		
Redevances crédit-bail : dotation aux amortissements		
Trésorerie potentielle provenant de l'exploitation	659	362
Incidence des variations des décalages de trésorerie sur opérations d'exploitation (1)	362	-294
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation : A	1 021	67
Opérations d'investissement :		
Cessions d'immobilisations incorporelles	50	
Cessions d'immobilisations corporelles	13	1
Cessions d'immobilisations financières	670	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-4	1
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-316	271
Acquisitions d'immobilisations financières	-2 533	439
Subventions d'investissements reçues		
Variation des fournisseurs d'immobilisations		
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissements : B	-2 120	-710
Opérations de financement :		
Augmentation de capital	514	6
Réduction de capital		
Distributions de dividendes		
Nouveaux emprunts	488	
Remboursements d'emprunts		
Avances reçues des tiers		
Avances remboursées aux tiers	-31	
Variation du capital souscrit non appelé		
Variation du capital souscrit, appelé, non versé		
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement : C	971	6

Variation de trésorerie = A + B + C	-129	-638
Trésorerie à l'ouverture = D	156	794
Trésorerie à la clôture = A + B + C + D	27	156
<i>(1) La recommandation 1.22 préconise l'exclusion des provisions sur stocks, créances clients et VMP du fonds de roulement.</i>		

Détail du bilan actif :

	31/12/2007	31/12/2006	Variation
Immobilisations incorporelles :			
Concessions, brevets, droits similaires	19 679	37 082	-17 403
Logiciels	74 522	78 296	-3 774
Logiciels créés	91 358	91 358	
Amortissements logiciels	-54 843	-43 570	-11 273
Amortissements logiciels créés	-91 358	-89 002	-2 356
Fonds commercial	748 162	748 162	
Mali technique	748 162	748 162	
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations incorporelles en cours		327 696	-327 696
Dépréciation immobilisations incorporelles		-327 696	327 696
Immobilisations corporelles :			
Autres immobilisations corporelles	456 210	411 167	45 043
Installations générales	188 079	241 666	-53 587
Matériel de bureau et informatique	778 071	566 209	211 862
Mobilier	56 400	51 154	5 246
Amortissements installations générales	-107 524	-98 513	-9 011
Amortissements matériel bureau et informatique	-416 701	-300 907	-115 794
Amortissements mobilier	-42 114	-48 442	6 328
Immobilisations financières :			
Autres participations	4 884 788	2 966 438	1 918 350
Titres Doctissimo Edition	2 947 938	2 947 938	
Titres D3P	18 500	18 500	
Titres Doctissimo Software	1 918 350		1 918 350
Prêts	45 000		45 000
Prêt Medlink	45 000		45 000
Autres immobilisations financières	1 979 634	1 506 308	473 326
Dépôts et cautionnements	56 129	84 778	-28 649
Actions propres contrat rachat	1 853 291	1 385 838	467 453
Actions propres contrat liquidités	70 214	35 692	34 522
Total (I)	8 133 472	5 669 156	2 464 316
Clients et divers :			
Créances Clients et comptes rattachés	2 244 916	2 706 262	-461 346
Clients	1 897 604	2 512 495	-614 891
Clients douteux	74 692	74 692	
Clients factures à établir	335 071	181 526	153 545
Provisions dépréciations clients douteux	-62 451	-62 451	
Autres créances :			
Fournisseurs débiteurs	61 818	55 142	6 676
Fournisseurs débiteurs	61 818	55 142	6 676
Personnel			

Organismes sociaux		1 860	-1 860
Maison des artistes		60	-60
Personnel produits à recevoir		1 800	-1 800
État, impôts sur les bénéfices	8 001	341 417	-333 416
Impôt sociétés		3 750	-3 750
Crédit impôt formation		2 150	-2 150
Créance report en arrière déficits		324 849	-324 849
Crédit d'impôt recherche	8 001	8 001	
Crédit d'impôts apprentis		2 667	-2 667
État, taxes sur le chiffre d'affaires	149 141	148 644	497
TVA déductible sur immobilisations	45 897	61 066	-15 169
TVA déductible sur biens et services	23 378	58 348	-34 970
Crédit de TVA à reporter	48 354		48 354
TVA sur factures non parvenues	29 413	25 023	4 390
TVA sur avoirs à établir	2 099	4 207	-2 108
Autres	21 866	2 392	19 474
C/courant Doctissimo Software	7 115		7 115
Débiteurs divers	12 359		12 359
Créditeur débiteur divers Doctissimo	2 392	2 392	
Trésorerie et divers :			
Valeurs mobilières de placement	60 648	93 805	-33 157
SICAV Gilbert Dupont	60 648	93 805	-33 157
Disponibilités	62 620	88 067	-25 447
BNP	21 507	26 952	-5 445
Crédit du nord	939	1 289	-350
Gilbert Dupont c.liquid.	40 174		40 174
CCF		59 789	-59 789
Caisse		37	-37
Charges constatées d'avance	171 737	180 167	-8 430
Total (II)	2 780 746	3 617 756	-837 010
Total actif (I à II)	10 914 218	9 286 912	1 627 306

Détail du bilan passif :

	31/12/2007	31/12/2006	Variation
Capitaux propres :			
Capital (dont versé : 1 171 126)	1 171 126	1 109 313	61 813
Capital social	1 171 126	1 109 313	61 813
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 258 449	8 806 501	451 948
Prime d'émission	6 873 068	6 421 121	451 947
Primes d'apport	2 339 646	2 339 646	
Bons souscription actions	45 735	45 735	
Réserve légale	99 959	99 959	
Réserve légale	99 959	99 959	
Autres réserves	381 123	381 123	
Autres réserves	381 123	381 123	
Report à nouveau	-2 958 553	-2 825 718	-132 835
Report à nouveau débiteur	-2 958 553	-2 825 718	-132 835
Résultat de l'exercice	871 823	-132 834	1 004 657

Total (i)	8 823 926	7 438 343	1 385 583
Provisions pour risques et charges :			
Provisions pour risques	135 000		135 000
Provisions pour litiges	135 000		135 000
Provisions pour charges		3 750	-3 750
Provision pour impôts		3 750	-3 750
Total (II)	135 000	3 750	131 250
Dettes financières :			
Découverts, concours bancaires	95 851	25 494	70 357
Gilbert Dupont c.liquid.		589	-589
Gilbert Dupont c. rachat	1	24 904	-24 903
CCF	95 850		95 850
Divers	62 095	93 143	-31 048
Avances remboursables	62 095	93 143	-31 048
Associés	506 465	11 818	494 647
Compte courant Doctissimo	504 672	11 818	492 854
Intérêts courus cpte courant Doctissimo Edition	1 793		1 793
Fournisseurs :			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	688 601	815 695	-127 094
Fournisseurs	527 641	645 216	-117 575
Fournisseurs factures non parvenues	160 959	170 480	-9 521
Dettes fiscales et sociales :			
Personnel	57 841	99 193	-41 352
Rémunérations dues	7 779		7 779
Provision congés payés	43 280	86 338	-43 058
Personnel autres charges à payer	6 782	8 000	-1 218
Frais déplacement à payer		4 855	-4 855
Organismes sociaux	107 590	238 036	-130 446
Sécurité sociale	27 936	70 144	-42 208
Cris - unirs	12 055	22 746	-10 691
Cirica	18 286	43 931	-25 645
Assedic	1 557	8 500	-6 943
Mutuelle et prévoyance	2 688	5 273	-2 585
Maison des artistes	219		219
Charges sociales sur congés à payer	19 692	39 465	-19 773
Charges sociales sur charges personnel à payer	3 086	3 600	-514
Organic		6 144	-6 144
Taxe apprentissage	6 901	9 454	-2 553
Formation continue	15 171	22 523	-7 352
Effort construction		6 256	-6 256
État, taxes sur le chiffre d'affaires	325 821	489 504	-163 683
TVA à décaisser		29 599	-29 599
TVA collectée 19,6%	271 265	430 156	-158 891
TVA sur factures à établir	54 556	29 748	24 808
Autres impôts, taxes et assimilés	13 561	7 546	6 015
État autres charges à payer	13 561	7 546	6 015
Dettes diverses :			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	44 532	9 250	35 282

Versement restant à effectuer sur titres D3P	9 250	9 250	
Fournisseurs d'immobilisations	35 282		35 282
Autres dettes	52 935	55 140	-2 205
Clients créditeurs	37 859	27 201	10 658
Clients avoirs à établir	12 812	25 675	-12 863
Crédits divers changements non enc.	2 264	2 264	
Total (III)	1 955 291	1 844 819	110 472
Total passif (I à III)	10 914 218	9 286 912	1 627 306

IV. — Proposition d'affectation du résultat.

Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, statuant à titre ordinaire, d'affecter le bénéfice social de l'exercice 2007 qui s'élève à 871 822,92 €, à l'amortissement des pertes antérieures inscrites au poste report à nouveau.

V. — Vérification et contrôle des comptes sociaux par les commissaires aux comptes.

A l'issue du Conseil d'administration, les commissaires aux comptes ont certifié les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2007 : leur rapport général est reproduit ci-dessous :

Mesdames, Messieurs ;

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

— le contrôle des comptes annuels de la société DOCTISSIMO SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la justification de nos appréciations ;

— Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

— la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;

— la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi qu'aux engagements de toutes natures consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiqués dans le rapport de gestion.

Paris, le 15 avril 2008.

Les commissaires aux comptes :

CONSTANTIN ASSOCIES ;

PRESENCE AUDIT & CONSEILS.

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2007.

I. — Bilan consolidé établi en normes IFRS.

(En milliers d'euros.)

Actif	Note	Comptes au 31/12/2007	Comptes au 31/12/2006
-------	------	--------------------------	--------------------------

Actifs non courants :			
Goodwill	1	2 453	578
Immobilisations incorporelles	1	1 327	794
Immobilisations corporelles	1	467	430
Autres actifs financiers	1	115	98
Impôts différés actif	14	928	0
		5 290	1 900
Actifs courants :			
Clients	2	6 303	3 969
Autres débiteurs	2	855	1 326
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	1 737	478
		8 895	5 773
Total actif		14 185	7 673

Passif	Note	Comptes au 31/12/2007	Comptes au 31/12/2006
Capitaux propres :			
Capital		1 171	1 109
Primes d'émission et fusion		9 258	8 807
Résultats accumulés non distribués		-749	-6 489
Sous-total		9 680	3 427
Intérêts minoritaires			
Capitaux propres totaux		9 680	3 427
Passifs non courants :			
Engagements envers le personnel part à plus d'un an	10	46	57
Emprunts et dettes financières part à plus d'un an	4	62	93
Passifs d'impôts différés			
Sous-total		108	150
Passifs courants :			
Provisions part à moins d'un an		135	50
Fournisseurs et autres créditeurs	2	3 176	3 276
Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an	5	1 086	770
Sous-total		4 397	4 096
Total passifs et capitaux propres		14 185	7 673

II. — Compte de résultat établi en normes IFRS.

(En milliers d'euros.)

	Note	Comptes au 31/12/07	Comptes au 31/12/06
Chiffre d'affaires	16	11 471	8 654
Achats consommés		1 156	1 496
Charges de personnel		2 267	3 224
Charges externes	12	2 129	2 262
Impôts et taxes		217	154
Dotations aux amortissements	1	602	664
Dotations aux provisions		135	20
Autres produits et charges d'exploitation		-259	-191

Résultat opérationnel courant		4 706	642
Autres produits et charges opérationnels	11	2 708	-344
Résultat opérationnel		7 414	298
Résultat financier	13	-50	-12
Charge d'impôt	14	1 695	212
Résultat de l'ensemble consolidé		5 668	74
Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net part du groupe		5 668	74
Résultat net par action (en euros)	9	1,24	0,02
Résultat net dilué par action (en euros)	9	1,18	0,02

III. — Tableau de variation des capitaux propres .

(En milliers d'euros.)

	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées (1)	Résultats consolidés (2)	Actions propres (3)	Résultats accumulés non distribués (1)+ (2) + (3)	Totaux capitaux propres
31/12/2005	4 436 253	1 109	8 801	-3 984	-1 165	-986	-6 135	3 774
Affectation du résultat 2005				-1 165	1 165		0	0
Acquisitions/ cessions d'actions propres				-29		-436	-465	-465
Stocks options				38			38	38
Création d'actions nouvelles	1 000	0	6					6
Résultat consolidé de l'exercice					74		74	74
31/12/2006	4 437 253	1 109	8 807	-5 141	74	-1 422	-6 489	3 427
Affectation du résultat 2006				74	-74		0	0
Acquisitions/ cessions d'actions propres				573		-501	72	71
Création d'actions nouvelles	247 250	62	452					514
Résultat consolidé de l'exercice					5 668		5 668	5 668
31/12/2007	4 684 503	1 171	9 258	-4 494	5 668	-1 923	-749	9 680

IV. — Tableau de flux de trésorerie .

	Annexe	Exercice 2007	Exercice 2006
Flux de trésorerie liés à l'activité :			
Résultat net consolidé		5 668	74
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Dotations aux amortissements		362	662
Dotations aux provisions		84	356
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			-
Charges et produits liés aux stocks options et assimilés			38
Autres produits et charges calculés		27	-2
Plus et moins values de cession		216	-1
Production immobilisée		653	0

Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et net d'impôt		5 650	1 131
Coût de l'endettement financier net			-
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		-928	212
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et net d'impôt (A)		4 722	1 343
Impôts versés (B)			-4
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages du personnel) (C)	2	-1 885	-1 192
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A) + (B) + (C)		2 838	155
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements :			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		516	672
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		27	1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		135	15
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		31	0
Incidence des variations de périmètre		1 856	485
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)		-2 449	-1 170
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :			
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital		0	0
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options		514	6
Rachat et reventes d'actions propres		502	436
Encaissements liés à l'affacturage		271	712
Remboursements d'emprunts		31	0
Intérêts financiers nets versés		0	0
Autres flux liés aux opérations de financement		560	-150
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)		812	132
Variation de trésorerie (D) + (E) + (F)		1 202	-883
Trésorerie d'ouverture	1	439	1 322
Trésorerie de clôture	1	1 641	439
		1 202	-883

V. — Annexe au tableau de flux de trésorerie.

Note annexe 1. — Trésorerie et endettement financier.

	Ouverture	Variation	Clôture
Trésorerie brute (a)	478	1 259	1 737
Solde débiteurs et concours bancaires courants (b)	38	58	96
Trésorerie nette (a) – (b)	440	1 201	1 641
Endettement financier brut (d)	-825	-227	-1 052
Endettement financier net (d) – (c)	-385	974	589

Note annexe 2. — Variation du BFR.

	31/12/2007	31/12/2006	Variation
Clients	6 303	3 970	
Autres débiteurs	855	1 325	

Engagements envers le personnel	46	57	
Fournisseurs	1 029	1 421	
Autres crédateurs	2 051	1 693	
			-1 885

III. — Notes annexes aux comptes consolidés.

Annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2007 dont le total bilan est de 14 184 973 € et au compte de résultat, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat consolidé de 5 668 459 € net part du groupe.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

Les données financières sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

La société DOCTISSIMO (« la Société ») est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé en France, à Paris (75016), 33, rue Raffet.

La Société ainsi que ses filiales (« le Groupe ») exercent leur activité dans l'édition grand public sur internet.

La Société est cotée à Paris sur le marché Eurolist C.

Faits marquants de l'exercice

Depuis le 1er juillet 2007, la dénomination sociale de certaines sociétés du Groupe a été changée :

— la société MEDCOST est devenue DOCTISSIMO ;

— la société DOCTISSIMO est devenue DOCTISSIMO EDITION.

Conformément à sa stratégie de recentrage sur l'édition grand public, le Groupe a cédé le 20 avril 2007 sa branche d'activité « PMSI » pour un montant de 50 K€. Par ailleurs l'activité liée au projet Dossier Médical Personnel est en cours d'arrêt.

Au cours de l'exercice, le Groupe a procédé aux acquisitions suivantes :

— le site internet Gyneweb.fr, site grand public dédié à la santé de la femme ;

— un réseau de petits sites de services, notamment 123-enchères.com, annonces.org, contactoo.com et visez.com ;

— 100% du capital de la société No One Development, désormais appelée DOCTISSIMO SOFTWARE, propriétaire du logiciel de forums Mes Discussions, le 7 novembre 2007.

Le groupe a procédé à l'activation d'une partie de ses déficits antérieurs générant un impôt différé actif total de 2 621 K€. Cet impôt différé est consommé sur l'exercice à hauteur de 1 695 K€.

Déclaration de conformité

Conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de préparation de ses états financiers. Ce référentiel comprend les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (« International Accounting Standards ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés au 31 décembre 2007 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2006, à l'exception des nouvelles normes d'application au 1er janvier 2007.

Règles et méthodes comptables.

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés au 31 décembre 2007 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2006, à l'exception des nouvelles normes applicables au 1er janvier 2007.

Les nouvelles normes ou interprétations s'appliquant au Groupe mais sans incidence significative sur les comptes du Groupe sont :

— IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir ;

— IAS 1 (amendement) : Présentation des états financiers, informations à fournir concernant le capital ;

— IFRIC 8 Champ d'application d'IFRS 2 ;

— IFRIC 10 Information financière intermédiaire et dépréciation.

Les nouvelles normes ou interprétations ne s'appliquant pas au Groupe sont :

— IFRIC 7 Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 ;

— IFRIC 9 Réévaluation des dérivés incorporés.

Enfin, le Groupe a choisi de n'appliquer par anticipation aucune norme, amendement de norme ou interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1er janvier 2008. Le Groupe pourrait être concerné par :

— IFRS 8 Information sectorielle ;

— IAS 1 révisée : Présentation des états financiers ;

— IAS 23 (amendement) : Coûts d'emprunt ;

— IFRIC 11 Actions propres et transactions intra-groupe ;

— IFRIC 12 Accords de concession de services.

1. — Principes et méthodes de consolidation.

1) Description des états financiers. — Les actifs courants sont principalement constitués par :

— les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ;

— la trésorerie et les équivalents de trésorerie ;

— les actifs détenus essentiellement en vue d'être négociés.

Tous les autres actifs sont non courants.

Les actifs financiers comprennent :

— des actifs financiers non courants : des actifs financiers courants incluant des instruments financiers dérivés court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement).

Les passifs courants sont constitués principalement par :

— les passifs destinés à être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation du Groupe ;

— les passifs destinés à être réglés dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Les autres passifs sont non courants.

Détermination du résultat opérationnel courant : Le compte de résultat est présenté par nature de charges.

Le résultat opérationnel est obtenu à partir du résultat d'exploitation, corrigé d'une part, des autres produits et charges d'exploitation, et d'autre part, des autres produits et charges qui présentent un caractère inhabituel ou rare dans leur survenue, à savoir :

- les dépréciations d'écarts d'acquisition et d'immobilisations constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36 ;
- les charges de restructuration ou liées à des mesures d'adaptation des effectifs de montants significatifs, concernant des événements ou des décisions d'envergure ;
- les plus-values ou moins-values de cessions ;
- les charges et produits qui résulteraient d'un litige d'un montant significatif, d'opérations de déploiement ou de capital majeures (frais d'intégration d'une nouvelle activité).

2) Modalités de consolidation :

— Principes de consolidation : Les filiales sont consolidées si elles sont contrôlées par le Groupe, celui-ci dirigeant leurs politiques financières et opérationnelles.

Les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote sont consolidées par intégration globale. Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, résultant généralement d'un accord contractuel, sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Les sociétés détenues à moins de 50% mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Les états financiers sont consolidés à compter de la prise de contrôle jusqu'à la perte de celui-ci.

— Méthodes de consolidation : La méthode de l'intégration globale est appliquée aux filiales Doctissimo Edition, Fluctuat et Doctissimo Software (anciennement No One Development), cette dernière à compter du 1er novembre 2007.

La méthode de l'intégration proportionnelle est appliquée à la filiale D3P.

— Opérations internes : Toutes les opérations réciproques réalisées entre les sociétés intégrées du Groupe sont éliminées.

— Date de clôture des comptes : La date de clôture des comptes consolidés est le 31 décembre 2007.

— Opérations internes : Toutes les opérations réciproques réalisées entre les sociétés intégrées du Groupe sont éliminées.

3) Utilisation d'estimations. — La préparation de comptes consolidés conformes aux principes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptables est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période de changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

4) Juste valeur des instruments financiers actifs et passifs. — La valeur comptable de la trésorerie, des dépôts à court terme, des créances clients, des dettes fournisseurs, des charges à payer et des emprunts courants est proche de leur juste valeur en raison de l'échéance courte de ces instruments.

En ce qui concerne les placements à court terme, qui se composent de valeurs mobilières de placement, la juste valeur est déterminée en fonction du prix du marché de ces titres.

2. – Principes et méthodes comptables.

Les comptes consolidés ont été établis en application du coût historique, à l'exception de certains actifs financiers, évalués à la juste valeur et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

a) Regroupement d'entreprises :

— Ecart d'acquisition : La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation globale à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis.

S'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an conformément à la norme IAS 36. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie » à laquelle est affecté ou rattaché le Goodwill est au moins égale à sa valeur nette comptable. Si une perte de valeur est constatée, une dépréciation est comptabilisée dans le résultat opérationnel, sur une ligne spécifique. Cette dépréciation est irréversible.

— Intérêts minoritaires : Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis.

b) Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Ce dernier intègre les charges directement imputables à la production des immobilisations à l'exclusion de toutes charges indirectes.

Les immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les fonctionnalités nouvelles des sites sont amorties à compter de la date de début de leur utilisation.

Les immobilisations incorporelles dont la période d'utilisation est définie sont amorties sur leur durée d'utilisation prévue.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

Logiciels	1 à 3 ans
Sites internet et fonctionnalités	2 à 5 ans

Le poste comprend aussi des immobilisations à durée non définie comme les noms de domaine acquis par les sociétés du Groupe. Ces dernières ne sont pas amorties.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie non définie sont soumises à chaque clôture à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

c) Immobilisations corporelles. — Les immobilisations figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue.

Installations générales, agencements divers	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans

Mobilier	5 et 10 ans
----------	-------------

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

d) Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles. — Dépréciation des actifs (IAS 36) : Le groupe réalise régulièrement des tests de valeur de ses actifs :

Immobilisations corporelles, écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur juste valeur nette des frais de cession et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les immobilisations corporelles, ce test de valeur est réalisé lorsqu'il existe des indices internes ou externes de perte de valeurs.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, un test de valeur est systématiquement effectué chaque année calendaire ainsi qu'en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

La méthode retenue pour ces tests de valeur consiste à comparer la valeur comptable des immobilisations avec la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs avant impôt hors frais financiers. Dans les flux futurs de trésorerie, une valeur de sortie est prise en compte à l'issue de la période d'actualisation. La valeur de sortie correspond à la valeur de l'actif en fin de vie d'utilité, actualisée. Le taux d'actualisation retenu pour ces flux de trésorerie correspond au coût du capital de l'entité.

e) Contrats de location. — Les immobilisations financées au moyen de contrats de location - financement, transférant la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les immobilisations des sociétés du Groupe Doctissimo ne sont pas financées au moyen de contrats de location financement définis par la norme IAS 17.

f) Créances clients et autres débiteurs. — Ces créances correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir, diminuée du montant des pertes de valeur liées au risque de non recouvrabilité partielle ou totale de la créance.

g) Placements à court terme. — La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement qui sont cessibles à très court terme et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

Les valeurs mobilières de placement sont considérées par le groupe comme des placements très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui présentent un risque négligeable de changement de valeur. Leur évaluation, à la clôture de la période, est effectuée sur la base du dernier prix de rachat connu. Les variations de valeur sont enregistrées en charges ou en produits financiers.

h) Opérations d'affacturage. — Les opérations d'affacturage qui ne transfèrent pas l'essentiel des risques attachés aux créances donnent lieu au maintien en créances des factures financées et à l'inscription en dettes financières du montant correspondant.

Les créances cédées financées au 31/12/2007 représentent une dette financière de 983 K€ contre 713 K€ au 31/12/2006. Le solde des créances cédées s'élève au 31/12/2007 à 2 867 K€.

i) Titres d'autocontrôle. — Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les actions propres sont comptabilisées en déduction des capitaux propres, quelle que soit la raison de leur rachat. Les produits de cession sont imputés directement en capitaux propres, de même que les dépréciations éventuelles.

j) Paiements en actions. — S'agissant d'options de souscription octroyées aux salariés et mandataires sociaux, l'avantage consenti doit être comptabilisé en charges de personnel avec pour contrepartie les capitaux propres.

Conformément aux modalités de transitions aux normes IFRS, seuls les plans octroyés après le 7 novembre 2002 et pour lesquels les droits ne sont pas acquis au 1er janvier 2005, font l'objet d'un traitement de l'avantage consenti.

k) Provisions. — Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Si le montant ou l'échéance ne peut être estimé avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées si l'impact est significatif.

l) Charges liées au personnel :

— Plan de retraite à cotisations définies : Les charges relatives aux plans de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges au compte de résultat au moment où elles sont encourues.

— Indemnité de fin de carrière au départ en retraite : régime à prestations définies.

La méthode utilisée est la méthode des unités de crédits projetées. Celle-ci considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale.

Le Groupe Doctissimo affecte les droits à prestation aux périodes de services en vertu de la formule de calcul des prestations établie par le régime.

Les droits ainsi calculés sont actualisés afin de déterminer leur valeur actuelle.

La société Doctissimo comptabilise en charges l'ensemble des écarts actuariels liés aux avantages du personnel.

m) Reconnaissance du chiffre d'affaires. — Les produits sont rattachés à l'exercice auquel ils se rapportent.

Les produits d'exploitation sont constitués par les prestations de service que les sociétés du Groupe Doctissimo fournissent à leurs clients. Ces prestations sont facturées selon l'un des modèles suivants en fonction de la nature des produits vendus :

— Prestations de Web Agency :

— Les prestations de réalisation de site : les développements de sites ou de fonctionnalités de sites sont découpés en différentes phases correspondant au cahier des charges établi en début de contrat.

Le chiffre d'affaires est reconnu en fonction de l'avancement des travaux.

— Les prestations d'hébergement ou de maintenance : ces activités sont facturées au forfait. Le chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation de la prestation sur la période facturée.

— Prestations de Conseil :

— La réalisation d'études médicales spécifiques : le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction de l'avancement des travaux.

— Les prestations de codage PMSI : la prestation est facturée en fonction du nombre de lignes d'informations codées. Le chiffre d'affaires est comptabilisé dès lors que les travaux sont réalisés.

— Prestations de Publicité : les campagnes publicitaires sont réalisées sur une période donnée et prédéfinie. Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation sur la période facturée.

n) Reconnaissance des charges. — Les loyers des contrats de location simple sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, les montants étant, le cas échéant, étalés linéairement sur la durée du bail ou du contrat de location.

o) Résultat financier. — Résultat financier (IAS 16 et 23) : le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie et les autres charges et produits financiers.

Toutes les charges d'intérêts sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. En application des normes IAS 16 et IAS 23, les intérêts des emprunts affectés à l'acquisition des actifs corporels sont comptabilisés en charges financières et ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

p) Impôts sur les résultats. — L'impôt sur les bénéfices dû au titre du résultat de l'exercice est constitué de l'impôt courant et de l'impôt différé. L'impôt est normalement comptabilisé dans le compte de résultat sauf pour la fraction attachée aux éléments qui sont comptabilisés en capitaux propres. L'impôt est dans ce cas également comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt courant est l'impôt à payer sur le résultat fiscal de l'exercice et calculé au taux en vigueur ou le plus probable à la date de la clôture des comptes, auquel il convient d'ajouter les reports ou modifications d'impôt à payer relatifs aux exercices antérieurs.

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable à partir des différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan. Les taux d'impôt applicables pour les périodes futures sont retenus pour déterminer les montants d'impôts différés à la clôture.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que les résultats fiscaux futurs permettront leur imputation.

Les impôts différés sont comptabilisés en charges ou en profits dans le compte de résultat sauf lorsqu'ils sont engendrés par des éléments imputés directement en capitaux propres. Dans ce cas, les impôts différés sont également imputés sur les capitaux propres.

q) Résultat par action. — Le résultat par action est le rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré des actions en circulation net des titres d'autocontrôle détenus.

Le résultat net dilué par action est égal à la division :

— du résultat net ;

— par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation net des titres d'autocontrôle détenus, augmenté du nombre d'actions qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en action et de l'exercice des droits.

r) L'information sectorielle. — Les activités du Groupe retenues pour la présentation de l'information sectorielle sont les activités de Web Agency, de Publicité (Edition Grand Public) et de Conseil (pour la période du 1er janvier au 20 avril 2007).

Le Groupe réalise ses activités exclusivement sur le territoire français. Les activités étant de nature immatérielle, il n'est pas pertinent de présenter une information géographique.

s) Evénements postérieurs à la clôture. — En vertu d'un contrat d'acquisition en date du 21 février 2008, le Groupe LAGARDERE a acquis par sa filiale Lagardère Active Digital 53,38% du capital et 53,02% des droits de vote du Groupe DOCTISSIMO auprès de ses fondateurs.

Conformément à la réglementation applicable, LAGARDERE s'engage à déposer auprès de l'Autorité des Marchés Financiers un projet de garantie de cours visant les actions DOCTISSIMO non acquises dans le cadre de l'accord, à un prix identique à celui de l'acquisition du bloc de contrôle, soit 30,50 euros par action.

3. – Informations relatives au périmètre de consolidation.

Doctissimo a acquis, en novembre 2007, 100% des parts de la société No One Development désormais appelée Doctissimo Software.

La liste des sociétés consolidées est la suivante :

	Adresse du siège social	N° Siren	% contrôle 2007	% intérêts 2007	% contrôle 2006	Méthode de consolidation
Doctissimo (anciennement Medcost)	33, rue Raffet, 75016 Paris	399 444 629	Société-mère			
Doctissimo Edition (anciennement Doctissimo)	33, rue Raffet, 75016 Paris	428 890 636	100	100	100	IG
Doctissimo Software	33, rue Raffet, 75016 Paris	479 110 637	100	100		IG
Fluctuat	7, imp. Ch. Petit, 75011 Paris	421 069 261	100	100	100	IG
D3P	212, avenue Paul Doumer, 92500 Reuil Malmaison	484 455 001	50	50	50	IP

Notes sur les comptes consolidés.

Note 1. – Actifs non courants.

(En milliers d'euro)	31/12/2006	Variation de Périmètre	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Valeur brute :					
Goodwill (I)	578	1 889		-14	2 453

Immobilisations incorporelles (II)	3 167		865	-226	3 807
Immobilisations corporelles (III)	1 042	13	316	-273	1 098
Dépôts de garantie	90		2	-31	62
Prêts accordés			45		45
Crédit impôt	8				8
Autres actifs financiers (IV)	98		47	-31	115
Sous-total (I+II+III+IV)	4 885	1 902	1 229	-543	7 473
Amortissements :					
Immobilisations incorporelles	2 374		332	-226	2 479
Immobilisations corporelles	611	5	301	-287	631
Sous total	2 985	5	(1) 633	-513	3 110
Valeurs nettes :					
Goodwill	578	1 889		-14	2 453
Immobilisations incorporelles	794		534		1 327
Immobilisations corporelles	430	8	15	17	467
Autres actifs financiers	98		47	-31	115
Total	1 900	1 897	596	-30	4 363

(1) Les dotations aux amortissements concernant l'activité DMP pour un montant de 29 K€ sont présentées dans le compte de résultat au 31/12/2007 sur la ligne autres produits et charges opérationnels.

L'écart d'acquisition figurant dans la colonne variation de périmètre s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	Doctissimo Software
Date d'acquisition	07/11/07
% de droits de vote	100
Coût d'acquisition (1)	1 918
Juste valeur de l'actif net acquis (2)	29
Ecart d'acquisition	1 889

(1) Y compris les frais d'acquisition pour un montant de 118 K€.

(2) La juste valeur de l'actif net acquis par DOCTISSIMO correspond à la valeur comptable, déduction faite du fonds de commerce inscrit à l'actif pour 10 K€.

Les Goodwills au 31/12/2006 se décomposent ainsi :

— l'écart d'acquisition de la société Fluctuat acquise en 2006. Cet écart d'un montant initial de 484 K€ a été ajusté sur l'exercice à 471 K€. En effet, le complément de prix estimé à sa juste valeur au 31/12/2006 en fonction du trafic probable en nombre de visiteurs uniques mensuels (données Nielsen Netrating) atteint par le site Fluctuat a été ajusté au 31/12/2007 ;

— l'écart d'acquisition de la société Momes.net acquise en 2004 qui a fait l'objet d'une transmission universelle de son patrimoine en 2005 à la société Doctissimo Edition. Cet écart d'un montant de 63 K€ valorise le potentiel du site lié à sa fréquentation et sa popularité ;

— le fonds de commerce Ados.fr acquis en 2005 pour une valeur de 30 K€.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les sites Internet utilisés par l'activité d'Édition Grand Public, soit une valeur nette de 1 084 K€. La production immobilisée au titre de l'exercice 2007 s'élève à 653 K€.

Par ailleurs le Groupe Doctissimo dispose d'immobilisations incorporelles (logiciels) acquises ou développées en interne pour les besoins de l'activité de Web Agency. Celles-ci figurent à l'actif du bilan consolidé pour un montant net de 20 K€. En raison de l'arrêt de l'activité liée au projet Dossier Médical Personnel, les logiciels développés par Doctissimo en 2004 et 2005 et dépréciés à 100% au 31 décembre 2006, ont été sortis en 2007 tandis que les provisions correspondantes étaient reprises.

Les éléments non amortissables comme les noms de domaine apparaissent à l'actif consolidé pour un montant de 223 K€ dont 168 K€ concernent des acquisitions de l'exercice.

Note 2. – Actifs et passifs courants.

Actifs courants	31/12/2007	31/12/2006
Avances acomptes versés	16	
Clients	6 370	4 036
Dépréciation clients douteux	-67	-67
État et organismes sociaux	521	855

Débiteurs divers	86	92
Charges constatées d'avance	232	379
Total	7 158	5 295

Passifs courants	31/12/2007	31/12/2006
Fournisseurs et comptes rattachés	1 029	1 422
Personnel et comptes rattachés	186	178
État et organismes sociaux	1 678	1 413
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	95	168
Autres dettes	98	95
Produits constatés d'avance	89	0
Total	3 176	3 276

Note 3 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Eléments	31/12/07	31/12/06
Valeurs mobilières de placement	987	174
Disponibilités	750	304
Total	1 737	478

Note 4. – Emprunts et dettes financières part à plus d'un an.

Dans le cadre de la réalisation d'un prototype de site web pour la prévention et la prise en charge des pathologies liées au vieillissement, la société Doctissimo a bénéficié d'une avance de 93 K€ accordée par l'État et dont les modalités de remboursements sont les suivantes :

- 1/3 effectué sur 2007 ;
- 2/3 le 9 novembre 2010.

Note 5. – Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an.

Eléments	31/12/07	31/12/06
Découvert bancaire	96	38
Compte courant RSS (associé D3P)	7	19
Financement par affacturage	983	713
Total	1 086	770

Note 6. – Titres d'autocontrôle.

La valeur d'acquisition des titres d'autocontrôle s'élève à 1 923 505 €.

Les opérations relatives aux titres d'autocontrôle ont été les suivantes :

- Contrat de liquidité :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2006	4 971	
Achats de titres	122 466	
Ventes de titres	-124 848	
Titres détenus au 31 décembre 2007	2 589	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2007		70 214
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2007 (a)		70 953
Gains sur cessions (b)		38 803

(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2007 soit 27,4056 €.

(b) Les gains de cession sont éliminés du résultat.

— Contrat de rachat :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2006	364 593	
Achats de titres	66 228	
Ventes de titres	-22 516	
Titres détenus au 31 décembre 2007	408 305	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2007		1 853 291
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2007 (a)		11 189 844
Gains sur cessions		534 084
(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2007 soit 27,4056 €.		
(b) Les gains de cession sont éliminés du résultat.		

Note 7. – Capital social.

Le capital social de la société au 31 décembre 2007 est de 1 171 126 € divisé en 4 684 503 actions d'un nominal de 0,25 € chacune, toutes de même catégorie. La variation des capitaux propres entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007 a été détaillée en page 4.

Note 8 – Paiements en actions

Des options donnant droit à souscription d'actions nouvelles ont été attribuées à certains cadres dirigeants et salariés. Le nombre d'options attribuées et non encore exercées au 31 décembre 2007 s'élève à 263 950, soit une dilution maximale de 5,33% du capital.

	Plan n°1		Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4
Date de l'assemblée générale	05/04/2000		28/06/2001	12/04/2002	29/06/2004
Quantité autorisée	160 000		100 000	200 000	300 000
Nombre d'actions pouvant être souscrites	160 000		100 000	200 000	300 000
Date d'émission	09/06/2000	05/02/2001	03/09/2002	03/09/2002	30/09/2004
Options attribuées	60 000	(1) 86 550	100 000	200 000	(2) 167 000
Options levées	26 400	6 850	50 000	115 000	50 000
Options annulées	33 600	57 750	0	0	10 000
Options attribuées restant à exercer	0	21 950	50 000	85 000	107 000
Date d'échéance des options	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution
Prix de souscription des options	7,90	6,00	0,69	0,69	3,22
(1) Le Conseil d'administration du 5 février 2001 a consenti 100 000 options donnant droit à la souscription de 100 000 actions nouvelles. 86 550 options ont été attribuées ; les 13 450 options non attribuées sont venues à expiration le 4 avril 2005.					
(2) Le Conseil d'administration du 30 septembre 2004 a attribué 167 000 options donnant droit à la souscription de 167 000 actions nouvelles. Les 133 000 options non consenties sont venues à expiration le 28 août 2007.					

Conformément à la norme IFRS 2, seul le plan n°4 a fait l'objet d'un traitement de l'avantage consenti dont le coût a été évalué à 201 K€ étalé sur la durée d'acquisition des droits soit du 1er octobre 2004 au 17 avril 2006. Il en résulte une charge de 38 K€ au 31 décembre 2006 et aucun impact dans le compte de résultat à compter de l'exercice 2007.

Note 9. – Résultat net par action.

	31/12/07	31/12/06
Nombre d'actions à la clôture de l'exercice	4 684 503	4 437 253
Nombre moyen d'actions	4 558 810	4 437 253
Nombre d'actions théorique complémentaire (1)	263 950	516 200
Résultat net part du groupe (en milliers d'€)	5 668	74
Résultat net part du groupe par action (en €)	1,24	0,02
Résultat net part du groupe dilué par action (en €) (2)	1,18	0,02

(1) Au 31 décembre 2007, le nombre d'actions théorique complémentaire concerne les options donnant droit à souscription d'actions attribuées et non encore exercées.

(2) Calculé sur le nombre moyen d'actions en circulation augmenté du nombre d'actions théorique complémentaire.

Note 10 – Avantages du personnel

L'engagement vis-à-vis du personnel du groupe relatif aux indemnités de fin de carrière s'élève à 46 K€ au 31/12/2007 (contre 57 K€ au 31/12/2006), et fait l'objet d'une provision dans les comptes consolidés, soit une diminution de charges de 11 K€ expliquée principalement par une baisse des effectifs de Doctissimo.

Le régime à prestations définies concerné est le régime prévu par la convention collective du Syntec.

Les hypothèses actuarielles qui ont permis la détermination de l'engagement sont les suivantes :

— taux d'actualisation : 4,50% (contre 4,00% au 31/12/2006) ;

— taux d'augmentation des salaires :

– Cadres : 1 à 4% ;

– Non cadres : 3 à 4% ;

— taux de rotation du personnel :

– Cadres : 20% ;

– Non cadres : 20%.

Les taux d'augmentation des salaires et de rotation de personnel ont été déterminés à partir d'une étude statistique menée sur une période de trois ans et actualisée à chaque clôture.

Le taux d'actualisation non risqué retenu est le TMOP du 2nd semestre 2007 arrondi à 4,50%.

Note 11. – Autres produits et charges opérationnels.

Classement par nature	31/12/07	31/12/06
Cession branche d'activité PMSI	50	
Résultat D3P au 31/12/2007 - Part du groupe	37	
Activation d'impôt différé (1)	2 621	
Dépréciation immobilisations incorporelles (DMP)		-201
Dépréciation immobilisations corporelles (DMP)		-93
Provision pour charges (coûts liquidation D3P)		-50
Total	2 708	-344

(1) Essentiellement composé d'activation de déficits antérieurs pour un total de 7 610 K€, générant un impôt différé actif de 2 537 K€ (voir compléments d'informations en note 13 – impôts différés).

Note 12. – Charges externes.

Classement par nature (en milliers d'euros)	31/12/07	31/12/06
Locations immobilières et mobilières	330	313
Entretiens et réparations	125	152
Assurances	83	71
Marketing et communication	601	696
Honoraires	305	288
Voyages et déplacements	184	242
Frais d'hébergement	404	213
Autres charges externes	97	287
Total	2 129	2 262

La baisse de ce poste est essentiellement liée à D3P (arrêt de l'activité et changement de présentation du compte de résultat en 2007 – cf. note 16).

Note 13. – Résultat financier.

Classement par nature	31/12/07	31/12/06
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	13	16
Variation des justes valeurs des valeurs mobilières de placement	17	-14

Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	30	2
Coût de l'endettement financier brut (1)	-77	-23
Coût de l'endettement financier net	-47	-21
Autres produits financiers		
Actualisation de la créance de carry-back		11
Charge d'intérêt sur engagement de retraite	-3	-2
Total	-3	9
Résultat financier	-50	-12

(1) Le coût de l'endettement financier brut correspond au coût de l'affacturage.

Note 14. – Impôts différés et preuve d'impôt.

14.1. Ventilation de l'impôt :

(En milliers d'euros)	2007	2006
Impôt exigible	2	-4
Impôts différés	1 693	216
Total	1 695	212

14.2. Impôts différés actifs :

(En milliers d'euros)	Base	Economie potentielle	Comptabilisée	Non comptabilisée
Doctissimo :				
Provisions non déductibles	8	3	0	3
Déficits reportables au 01/1/2007	2 617	872	111	761
Déficits consommés au 31/12/2007	-907	-302	-111	(1) -191
Doctissimo Edition :				
Déficits reportables au 01/1/2007	7 277	2 426	2 426	0
Déficits consommés au 31/12/2007	-4 798	-1 599	-1 599	0
Variations provisions non déductibles	5	2	2	0
Variations décalages temporaires consolidation	294	98	98	0
Fluctuat :				
Déficits reportables	536	179	0	179
Total	5 032	1 679	928	752

(1) Les profits sur cessions d'actions propres étant éliminés par les réserves consolidées, les déficits consommés ne donnent pas lieu à activation dans les comptes consolidés.

Taux d'impôt utilisé : 33 1/3%.

Au 31 décembre 2006 les actifs d'impôts différés de la société Doctissimo Edition comptabilisés depuis 2004 à partir de données prévisionnelles de résultat sur 1 an ont été repris à hauteur des résultats bénéficiaires des exercices 2005 et 2006, soit 109 K€.

Le 1er janvier 2007, les déficits antérieurs de la société Doctissimo Edition ont été activés en totalité, soit 7 277 K€, générant un impôt différé actif total de 2 426 K€. Cet impôt différé est consommé à hauteur de 1 599 K€ par les résultats bénéficiaires dégagés par la société au 31 décembre 2007.

Le 1er janvier 2007, les déficits de la société Doctissimo ont été activés à hauteur de son résultat bénéficiaire 2007 hors profit sur cession d'actions propres. Au 31 décembre 2007, cet actif d'impôt différé est consommé pour sa totalité.

Les actifs d'impôts différés de la société Fluctuat ne sont pas activés du fait que la date de récupération des déficits n'est pas encore connue à la date d'arrêté des comptes.

La charge d'impôts différés de l'exercice soit 1 693 K€ s'impute sur les activations qui figurent sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels » du compte de résultat.

14.3. Preuve d'impôts :

(En milliers d'euros)	Base	Impôt 33 1/3%
Résultat avant impôt 31 décembre 2007	7 363	2 454
Activation d'impôts différés figurant en « Autres produits et charges opérationnels » :		
Doctissimo	-111	-37

Doctissimo Edition	-2 509	-837
Résultat bénéficiaire D3P non soumis à impôt	-37	-12
Impôts différés non activés sur déficit Fluctuat	356	119
Effet des différences permanentes :		
Doctissimo	38	13
Doctissimo Edition	3	1
Fluctuat	-1	-0
Effet des différences temporaires non activées :		
Doctissimo	-20	-7
Fluctuat	4	1
Charge d'impôt		1 695

Note 15. – Personnel.

Effectif moyen	31/12/07	31/12/06
Doctissimo :		
Cadres	18	22
Employés	1	4
Doctissimo Edition :		
Cadres	11	15
Employés	2	4
Doctissimo Software :		
Cadres	1	
Employés	0	
Fluctuat :		
Cadres	9	12
Employés	0	0
Total	42	57
Cadres	39	49
Employés	3	8

La baisse des charges de personnel s'explique par la diminution des effectifs du Groupe et l'activation en production immobilisée des frais de personnel pour un total de 653 K€ au 31/12/2007 contre 516 K€ au 31/12/06.

Note 16. – Information sectorielle.

a) Bilan sectoriel au 31 décembre 2007 :

(En milliers d'euros)	Web Agency Services Généraux	Edition Grand Public	DMP	Comptes intersecteurs	Total
Actifs sectoriels :					
Actifs non courants :					
Goodwill		2 453			2 453
Immobilisations incorporelles	20	1 308			1 327
Immobilisations corporelles	456	11	0		467
Autres actifs financiers	109	6			115
Impôts différés actifs		928			928
Total I	585	4 705	0	0	5 290
Actifs courants					
Clients et autres débiteurs	2 631	5 756	3	-1 232	7 158

Trésorerie et équivalents de trésorerie	123	1 558	55		1 737
Total II	2 754	7 314	58	-1 232	8 894
Total I + II	3 339	12 019	58	-1 232	14 185
Passifs sectoriels :					
Passifs non courants :					
Engagements envers le personnel - part à plus d'un an	30	16			46
Emprunts et dettes financières - part à plus d'un an	62				62
Total I	92	16	0	0	108
Passifs courants					
Provisions part à moins d'un an	135				135
Fournisseurs et autres créditeurs	1 263	2 614	17	-718	3 176
Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an	602	990	6	-514	1 085
Total II	2 001	3 604	23	-1 232	4 397
Total I + II	2 092	3 621	23	-1 232	4 505

b) Autres données sectorielles :

(En milliers d'euros)	Web Agency (Edition Déléguée)		Conseil		Edition Grand Public (E-Publicité)		DMP		Autre		Total	
	31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06
Immobilisations incorporelles (VN)	20	36		0	1 307	758		0		0	1 327	794
Goodwill (VN)		0		0	2 453	578		0		0	2 453	578
Total I	20	36		0	3 760	1 336		0		0	3 780	1 372
Immobilisations corporelles (VN)												
Total II	456	411		0	11	9		20		0	467	440
Autres actifs financiers (VN)	0	31		0	6	5		0	109	62	115	98
Total III												
Total IV (I+II+III)	476	478		0	3 777	1 350		20	109	62	4 362	1 910
Chiffre d'affaires avant opérations Intra groupe	4 348	2 978	78	830	8 518	4 314		1 316		0	12 944	9 438
Opérations intragroupe	-1 353	-477	0	0	-120	-308		0		0	-1 473	-785
Chiffre d'affaires après opérations intra groupe	2 995	2 501	78	830	8 398	4 006		1 316		0	11 471	8 653
Résultat opérationnel courant avant retraitement des frais généraux	1 424	1 080	-145	55	4 612	653		143	-1 186	-1 289	4 706	642
Retraitement frais généraux	-917	-810	-40	-283	-229	-196		0	1 186	1 289	0	0
Résultat opérationnel courant après retraitement des frais généraux	507	270	-185	-228	4 383	457		143	0	0	4 706	642
Autres produits et charges opérationnels	111		50		2 510		37	-344			2 708	-344
Résultat opérationnel	618	270	-135	-228	6 893	457	37	-201		3	7 414	298
Effectif	9	11	1	7	23	31			9	8	42	57

NB : VN = Valeur nette.

Les activités du groupe ne sont exercées qu'en France.

Les données concernant les immobilisations sont des données consolidées.

Le secteur « Autres » correspond à des activités annexes et aux services généraux de Doctissimo.

Seul le résultat Part du groupe du secteur DMP est présenté au compte de résultat sur la ligne Autres produits et charges : ce secteur en cours d'arrêt n'a pas eu d'activité opérationnelle en 2007.

Les revenus publicitaires, en hausse de 110% à 8 398 K€ (activité édition grand public), représentent 73% du chiffre d'affaires 2007.

La cession de la branche d'activité PMSI le 20 avril 2007 explique la baisse du chiffre d'affaires lié à l'activité conseil.

Les résultats dégagés par l'activité DMP en cours d'arrêt sont présentés dans les autres produits et charges opérationnels du compte de résultat. Le chiffre d'affaires part du groupe s'élève à 10 K€.

Les autres produits opérationnels des secteurs Web Agency et Edition Grand Public, soit respectivement 111 K€ et 2 510 K€ concernent les produits d'impôts résultant de l'activation des reports déficitaires antérieurs :

— dans la limite des résultats bénéficiaires 2007 pour ce qui concerne Web Agency ;

— pour la totalité des déficits et décalages temporaires de la société Doctissimo Editions existant au 1er janvier 2007.

Note 17. – Parties liées et rémunération des dirigeants.

Liste des conventions courantes entre sociétés liées :

— Convention entre Doctissimo et Doctissimo Edition :

– fourniture de services de production par Doctissimo à Doctissimo Edition pour les besoins de l'exploitation de son site internet ;

– prestations d'assistance administrative et comptable par Doctissimo à Doctissimo Edition.

— Convention entre Fluctuat et Doctissimo Edition :

– fourniture de services de production par Fluctuat à Doctissimo Edition pour les besoins de l'exploitation de son site internet.

Rémunération des dirigeants :

(En milliers d'euros)	31/12/07	31/12/06
Salaires et autres avantages à court terme	118	200
Indemnités de fin de contrat de travail	0	9
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Paielements fondés sur des actions	0	9

Note 18. – Engagements et passifs éventuels.

Locations simples immobilières :

Engagements (en euros)	< 1 an (1)	>1 an < 5 ans	>5 ans	Total
Contrat 1 (b653)	38 290	22 336		60 626
Contrat 2 (b651)	47 378	142 135	228 995	418 508
Contrat 3 (b645)	88 044	264 131	264 131	616 305
Contrat 4 (b654)	10 262	49 599		90 646
Total	214 759	478 200	493 126	1 186 084

(1) Les loyers annuels sont indexés sur l'indice du coût à la construction. Les loyers présentés sont ceux réellement facturés pour l'année 2008.

IV. — Vérification et contrôle des comptes consolidés par les commissaires aux comptes.

A l'issue du Conseil d'administration, les commissaires aux comptes ont certifié les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 : leur rapport est reproduit ci-dessous :

Mesdames, Messieurs ;

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Doctissimo, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Votre société a acquis au cours de l'exercice 100% de la société No One Développement, désormais dénommée Doctissimo Software, ce qui s'est traduit par la comptabilisation d'un écart d'acquisition de 1 889 K€, tel que mentionné dans la note 1 de l'annexe.

Nous avons apprécié les modalités de détermination de cet actif et le caractère raisonnable de son évaluation à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 15 avril 2008.
Les commissaires aux comptes :

CONSTANTIN ASSOCIES ;

PRESENCE AUDIT & CONSEILS.

0806300